



# À MARSEILLE, UN SYSTÈME

Depuis des décennies, l'entente était rodée entre la mairie, la métropole et Force ouvrière pour ce qui touchait à la gestion des déchets. Recrutement, conditions de travail clémentes, coups de main pendant les campagnes électorales... Chacun y trouvait son compte. Aujourd'hui, la fin de l'ère Gaudin et l'érosion du syndicat longtemps hégémonique changent la donne. Des agents dénoncent un système "à bout de souffle".

Texte Stéphanie MARTEAU et Gilles ROF  
Photos France KEYSER

## 18 H 45, LA CHALEUR RETOMBE À PEINE SUR MARSEILLE ET LE BRUIT DES BOULES CLAQUE.

L'été revient enfin sur la ville et, avec lui, le plaisir de la pétanque. Devant le dépôt métropolitain de la Cabucelle (15<sup>e</sup> arrondissement), à une heure des premiers départs, on prend le temps de quelques parties. Ici, c'est le « garage », l'antre des « chauffeurs », une des castes du grand monde de la « collecte ». La plus noble parmi celles qui vont « au mastic », comprendre sur le terrain, pour ramasser les 1 000 tonnes d'ordures produites quotidiennement par les Marseillais. Une centaine de gars qui sillonnent la ville tous les soirs au volant de leurs bennes. Le ciel tourne à l'orange coucher de soleil et les grands rideaux automatiques qui ferment l'accès au dépôt se lèvent lentement. Ce soir, 27 bennes sortent, en deux fournées : 19 h 30 pour ceux dont les tournées sont les plus éloignées, 20 heures pour les autres. Direction le centre-ville, les secteurs de la Timone, de la Plaine, mais aussi quelques quartiers du 6<sup>e</sup> arrondissement. Tous seront rentrés chez eux, au plus tard, à minuit. « Vous n'écrivez pas pour les boules, hein ? », s'inquiète un des cadres du site.

On blague autour de la machine à café du dépôt, pendant que les bennes font à tour de rôle le plein d'essence. Mais l'ambiance est lourde chez les héritiers de cette aristocratie ouvrière typiquement marseillaise. À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022,

la Métropole Aix-Marseille-Provence – responsable depuis 2000 du nettoyage de 92 communes, dont celle de la deuxième ville de France – sera contrainte par la loi de transformation de la fonction publique d'appliquer un temps de travail de 1 607 heures par an et par agent (soit 35 heures hebdomadaires). Contre moins de 30 heures par semaine actuellement. À l'arrière des bennes, on redoute que l'allongement de la durée du travail s'accompagne de suppression de postes. Et, dans les dépôts, on se prépare à perdre une vingtaine de jours de congé. Certains parlent d'une grève, en septembre. Et ce ne sont pas les discours rassurants des délégués Force ouvrière (FO), dépêchés ces derniers jours sur le terrain par Patrick Rué, l'historique secrétaire général du syndicat majoritaire chez les agents territoriaux de Marseille et de la métropole, qui font redescendre la température... Tout le monde sent que le système, qui, des décennies durant, a garanti aux éboueurs un statut plus qu'avantageux, est en train de craquer.

À la Cabucelle, Charles (tous les prénoms ont été changés) s'apprête à partir en tournée. Belles lunettes fumées, tee-shirt Carolina Republic, il travaille cinq heures par soir pour 2 500 euros brut. À 51 ans, dont vingt et un à conduire une benne, il assure « en avoir vu beaucoup ». « À la base, le problème, c'est le clientélisme. Le politique contrôle tout. Quand tu vois qu'un mec qui ne sait

Page de gauche, ramassage des ordures, à Marseille, le 9 juin.

Ci-contre, avant la collecte, sur la place aux Huiles (1<sup>er</sup>), le 7 juin.



# CLIENTÉLISTE À LA BENNE.

*pas écrire son nom devient agent de maîtrise* », souffle cet ancien responsable syndical. Lui-même reconnaît « être entré à la collecte par relation ». Travailler à la collecte n'est pas un métier facile, mais, avec un plan de propreté qui prévoit cinq heures trente de travail par jour et par agent sur Marseille, cela laisse du temps pour autre chose : s'occuper de ses enfants, tenir un comptoir, faire des « gâches » (avoir un travail « au noir »), conduire un taxi... Ou donner un coup de main pendant les campagnes électorales.

À Marseille, le clientélisme politique a longtemps servi de règle élémentaire de gestion des ressources humaines. Les cantonniers, ces agents de nettoyage qui arpentent leurs quartiers toute la journée, constituent d'excellents agents électoraux. Quant aux éboueurs, chauffeurs et ripeurs, ces équipiers accrochés à l'arrière des camions, leur disponibilité tombe à pic quand il s'agit d'assurer la logistique des campagnes, de coller des affiches ou d'aller distribuer des tracts. « Quand vous avez à la tête des services des mecs incompetents qui sont là par le système, vous foutez rien, raconte un cantonnier. Et, quand le mec à côté de vous, qui n'est jamais là, a une promotion et pas vous, alors que vous bossez, vous lâchez prise... Vous fabriquez des gars qui perdent toute motivation. Par exemple : le nouveau qui fait dix rues quand l'ancien en fait trois, il se fait rappeler à

*l'ordre et il comprend vite qu'il n'a pas intérêt à continuer.* » « Les inégalités d'investissement surgissent à la face de tous, surtout quand les derniers arrivés sont protégés politiquement », constate Serge Tavano, secrétaire général de la FSU, opposant historique à FO. Tous ceux qui ont été « placés » au nettoyage ces dernières années en échange de services rendus aux élus sont toujours là. Pendant les municipales 2020, des vidéos d'agents de la métropole en tenue collant pour la candidate Les Républicains, Martine Vassal, avaient fait le tour des réseaux sociaux.

Dans son petit bureau face au port, Bruno Gilles, figure de la droite marseillaise, désormais simple conseiller municipal et métropolitain, maîtrise cette cuisine comme personne. Élu sans discontinuer pendant vingt-deux ans, il a été maire du 3<sup>e</sup> secteur (4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> arrondissements) jusqu'en 2017. À 60 ans, cet homme d'appareil est l'un des meilleurs connaisseurs des arcanes politiques de la ville. Durant le règne de Jean-Claude Gaudin, Bruno Gilles faisait le lien entre les élus de droite et le terrain, dont il a toujours été proche. Alors, à la collecte, on l'a toujours bien aimé. Et pas seulement parce qu'il a longtemps subventionné le terrain de pétanque de Vallier, situé à 200 mètres de sa mairie de secteur, où les agents viennent boire l'apéro et jouer aux boules après le service... Nombreux sont ceux qui lui doivent leur

emploi. C'est le cas de Louis, 62 ans. « Bruno, il m'a donné à manger », dit-il... Pendant les dernières municipales, certains ont d'ailleurs payé cher leur fidélité à Bruno Gilles. « À la CAP [commission administrative paritaire, qui décide des promotions et avancements], ça a sabré sur les miens, qui m'étaient restés fidèles », admet le candidat malheureux.

Véritable État dans l'État, FO bénéficiait, jusqu'aux dernières élections municipales et l'arrivée à la mairie du Printemps marseillais, d'un accès privilégié, voire exclusif, au cabinet du maire, Jean-Claude Gaudin. Historiquement liés à l'administration de la ville, de la communauté urbaine, puis de la métropole, les chefs du syndicat ont, depuis l'élection de Gaston Defferre, en 1953, la mainmise sur l'évolution des carrières chez les éboueurs, les personnels des écoles et dans l'essentiel de l'appareil municipal, un atout majeur pour « tenir la base ». « Ce jeu convenait à tout le monde. Le syndicat restait archi-majoritaire, et nous, on a passé des années sans grève à la collecte », résume un élu de droite. Mais les temps changent. La victoire de la gauche a scellé la fin du système Gaudin, faisant exploser le camp de la droite. Désormais, la cohabitation impossible entre la mairie et la métropole, restée aux Républicains, trouble le jeu, et ouvre le champ des possibles aux autres syndicats. ○○○



**L'HÉGÉMONIE DE FO EST AUSSI CONTESTÉE PAR LA BASE. AU DÉPÔT, LES GARS NE SE CACHENT PLUS POUR PARLER DE "FARCE OUVRIÈRE". LE SYNDICAT N'A, PAR AILLEURS "PLUS VRAIMENT LA MAIN SUR LES EMPLOIS ET LES CARRIÈRES", ADMET SON PATRON.**

○○ « Cette normalisation, elle est nouvelle, pour nous, avoue Patrick Rué, le secrétaire général FO des agents territoriaux de Marseille et de la métropole. Avant, on avait l'habitude de tout obtenir. Maintenant, on se bat comme des fous pour perdre le moins possible. »

Depuis quatre décennies, avec rouerie et efficacité, Patrick Rué a tenu les politiques en laisse, emportant des luttes importantes. Il est encore reçu par la présidente de la métropole, Martine Vassal (elle n'a pas souhaité répondre à nos questions), qui n'avait pas hésité à l'appeler en renfort le 30 décembre, après quatorze jours de grèves des éboueurs, pour négocier avec la direction de Derichebourg, délégué depuis 2017 pour la métropole du ramassage des déchets dans trois arrondissements de la ville (2<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup>). Rué avait éteint l'incendie.

Le 27 mai, il était encore reçu par les pontes de la métropole. À 67 ans, en survêtement et en polo siglé, cette figure de la cuisine marseillaise est pourtant de plus en plus contestée par la base, atterrée d'être représentée par un retraité. Le nouveau maire socialiste de Marseille, Benoît Payan, n'a pas souhaité accorder à Patrick Rué un statut de chargé de mission qui lui aurait permis de compter dans les effectifs de la Ville deux années supplémentaires. Ce qu'il s'est

bien gardé de dire au moment de se faire réélire, en janvier, à la tête de FO... « Les gens n'imaginent pas une minute que je ne reste pas à la tête du syndicat. Je suis le chef d'orchestre de tout ça. Et puis, les élus savent qu'on est à la recherche du consensus. Sur le temps de travail, on sera dans la discussion... », annonce-t-il déjà. Patrick Rué ne lâche jamais. Il a d'ailleurs attaqué l'arrêté de mise en retraite, qui ne lui aurait pas été remis dans les délais. « Rué se comporte comme Gaudin, il va emmener FO dans le trou. Ils ne savent pas passer la main, ce qu'ils veulent, c'est tout détruire », observe l'une de ses opposantes en interne.

**REMISE** en cause par la fin de l'ère Gaudin, l'hégémonie de FO est aussi contestée par la base. Au dépôt, les gars ne se cachent plus pour parler de « Farce ouvrière »... Depuis les dernières élections professionnelles, en 2018, FO ne détient plus la majorité absolue à la métropole (38 %) ni même à Marseille (43,6 %). Le syndicat n'a, par ailleurs « plus vraiment la main sur les embauches et les carrières », admet son patron. Depuis mars, les organisations syndicales ne siègent plus dans les commissions administratives paritaires, qui

décident des promotions et des avancements. Les agents de la collecte ne craignent plus les repréailles et balancent sans retenue sur les errements d'un système dont ils ne profitent plus et qui a rendu Marseille si sale. Ils sont de plus en plus nombreux à reprocher au syndicat cette cogestion historique, dont ils sont, jurent-ils, les victimes. Il est grand temps, selon eux, de briser le carcan d'un « petit système » déjà bien affaibli qui les a assujettis. C'est l'avis d'Abdel, 37 ans, ripeur de nuit depuis 2015. Originaire de la Castellane, la cité de Zidane, il a le sentiment « d'avoir été utilisé par les patrons de FO pendant des années ». Un soir d'avril dernier, alors qu'il prenait l'apéro avec une quinzaine d'autres collègues, Abdel a compris qu'il n'était pas le seul à penser ainsi : « On parlait du boulot, des conditions qui se dégradent. Il y avait des gens de différents secteurs, du matin, surtout de la nuit, certains syndiqués, d'autres pas... On était tous d'accord pour dire qu'on n'était pas défendus », raconte-t-il.

Quelques semaines plus tard, le Collectif des agents de la métropole, catalyseur des revendications « étouffées par FO », était né. « C'est l'émergence d'un mouvement type "gilets jaunes", des gens frustrés de pas être écoutés », analyse un proche de la bande. La dégradation des

Page de gauche,  
le boulevard Dugommier  
(1<sup>er</sup> arrondissement).

Ci-contre,  
dans le quartier  
du Prado  
(8<sup>e</sup> arrondissement),  
le 7 juin.



conditions de conduite dans Marseille, notamment, leur pèse. « *Les incivilités, les trottinettes, les livreurs Uber Eats qui font n'importe quoi* », témoigne Francis, vingt et un ans de service. Il prend son service à 20 heures, direction les petites rues de l'hypercentre. Celles des quartiers Noailles, Belsunce qui, jusqu'au bout des années 1990, conservaient une très sale réputation. Celles aussi où les restaurants reprennent à fond depuis que le confinement s'est relâché. Chaque chauffeur a son anecdote sur des riverains irascibles, des automobilistes violents... « *Quand on te sort un flingue pour que tu avances ta benne, tu l'avances...* », sourit jaune Francis. Marc, quinze ans de bennes, abonde. « *Conduire, ça te tue. T'as mal au dos, aux articulations... Mais c'est quand même mieux que de faire le maçon toute la journée en plein cagnard.* » « *Moi, je leur tire mon chapeau, glisse un des anciens du dépôt, passé agent de maîtrise. Tous les soirs, les gars travaillent dans l'incivilité, gèrent leur équipage, jouent le rôle d'assistances sociales avec les gens. Et vous voulez qu'ils n'explorent pas si on leur augmente le temps de travail? La réaction, elle, sera ce qu'elle sera.* »

Ce collectif, qui n'existe pour l'heure que sur les réseaux sociaux, compte presque 200 membres, déterminés à attaquer de front l'administration

et le syndicat majoritaire. « *On veut dénoncer le projet de restructuration. Mais on veut aussi l'élaboration de règles claires, en particulier en matière de progression de carrière, et l'instauration d'un dialogue social pluraliste* », pose Abdel, martial. « *Le système est à bout de souffle, tout se casse la gueule. C'est le moment de tout remettre à plat* », conclut un autre membre du collectif. Ses fondateurs sortiront de l'anonymat lors d'une première réunion publique, le 19 juin. Parmi eux, au moins deux anciens délégués Force ouvrière en rupture de ban depuis la dernière élection municipale. Une initiative impensable il y a encore quelques années.

Pour autant le système a trop duré pour être renversé du jour au lendemain. Un trentenaire des quartiers nord raconte qu'il a fait passer l'an dernier à un haut responsable du syndicat FO une enveloppe pour se faire embaucher comme chauffeur : « *Il m'a tanqué [grugé] de 5 000 balles. Ça me rend fou !* », lâche-t-il. Un an qu'il attend. En vain. Des histoires comme celles-là ne sont pas si rares. Preuve que la « normalisation » en cours des services de la collecte ne tarit pas les vocations, malgré l'augmentation annoncée du temps de travail. « *Si on fait sept heures, ce sera pas grave*, concède Charles. *Mais la vraie question, c'est comment tu fais pour mettre au travail*

*des gens qui ne bossent pas depuis quarante ans.* »

À en croire un cantonnier spécialiste de l'esquive, les nouveaux sont vite mis au parfum, tout le monde connaît les ficelles pour en faire le moins possible : « *Il faut travailler les ponts, les week-ends, la nuit. Au lieu d'être quatre, on s'arrange... Deux qui restent à la maison, deux qui viennent bosser, et puis on tourne la fois d'après. Et puis, les week-ends et les jours fériés, il n'y a pas de cadre. Ton grand chef, s'il vient te contrôler, il te prévient avant.* » « *Jamais tu feras mettre une pointeuse au nettoyage ! Il y aura grève direct* », s'esclaffe un balèze, biceps bronzés-tatoués.

Même les agents de maîtrise chargés de contrôler les secteurs sont défaillants : « *Chez moi, on est cinq pour contrôler deux secteurs, et il n'y a qu'une voiture. Alors tu marches, mais s'il faut monter, tu laisses tomber et tu contrôles rien* », raconte tranquillement un quinquagénaire. Au dépôt de la Cabucelle, les dernières bennes s'apprentent à partir en tournée et le calme est presque retombé. Charles fait durer le temps à la machine à café, pas pressé de se retrouver au volant de son camion au milieu d'un Marseille qui bouillonne. « *On est des privilégiés, on travaille cinq heures par soir, et pourtant, on en a tous plein les couilles de ce boulot... C'est bien qu'il y a quelque chose qui ne va pas, non ?* » (M)